

**Politique migratoire - Bruxelles -
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des Affaires
européennes, sur Europe 1
(Paris, 29 juin 2018)**

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

Q - Vous êtes à Bruxelles, vous avez suivi les tractations de la nuit. Sur quoi précisément, un accord a pu être trouvé entre les 28 pour l'accueil et la répartition des migrants ?

R - Ce qui s'est passé hier et cette nuit, c'est que nous sommes restés dans une logique européenne et coopérative pour travailler sur le défi migratoire. L'accord s'est fait - comme nous l'avions suggéré - sur trois piliers : sur le renforcement du travail avec les pays d'origine des migrations et avec les pays de transit ; sur le renforcement du contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne ; et sur ce que nous faisons sur le territoire de l'Union européenne quand arrivent des demandeurs d'asile et des migrants. Nous avons réussi à mettre en place davantage de solidarité pour les premiers pays d'entrée, en particulier l'Italie, la Grèce, l'Espagne, qui sont ceux qui sont le plus directement confrontés au défi migratoire.

Q - Il y aura des centres d'accueil, il y aura des centres d'accueil au sein de l'Union européenne, d'accueil des migrants...

R - C'est cela, avec...

Q - Où seront situés ces centres d'accueil, est-ce que leur localisation a été négociée et fixée ?

R - Non, le principe c'est celui du volontariat, les centres d'accueil seront installés là où les pays de première entrée seront volontaires pour le faire. C'est une évidence, c'est du bon sens, mais ces centres, c'est la reconnaissance que dès qu'on arrive sur le territoire européenne, on est en Europe et c'est à l'Europe de prendre en charge l'accueil des demandeurs d'asile et des migrants. Donc, il s'agit de moyens européens, d'effectifs européens, d'une expertise européenne, d'un examen européen des demandes d'asile dès l'arrivée sur le territoire européen, que l'on soit en Italie, en Grèce, à Malte, en Espagne, en Bulgarie, dans tous les premiers pays d'accueil.

Q - Mais je répète ma question, vous n'avez pas négocié, vous n'avez pas discuté encore de la

localisation de ces centres, parce qu'évidemment c'est une chose qui risque de créer du conflit et des problèmes à nouveau ?

R - Non, c'est une offre qui est faite aux premiers pays d'entrée, ils ne sont pas obligés de l'accepter. Mais le président du Conseil italien l'a dit cette nuit, l'Italie n'est plus seule et elle n'est plus abandonnée. C'est très exactement ce qui s'est passé, nous avons fait ce constat qu'en particulier, l'Italie s'était sentie seule face au défi migratoire. Et nous avons su dépasser les égoïsmes nationaux, dépasser aussi, je dirai, les prises de parole démagogiques ou nationalistes pour travailler en solidarité européenne vis-à-vis de ces pays de premier accueil.

Q - Les centres, ils seront donc dans des pays de première entrée, mais aussi éventuellement un peu plus loin, par exemple est-ce qu'il pourrait y avoir un centre en France ?

R - Dans la mesure où un bateau arriverait en France, mais vous avez bien compris que l'objectif c'est aussi de mettre fin au trafic, de mettre fin au profit des trafiquants d'êtres humains. L'arrivée en Europe par bateau, cela n'est pas une solution, cela n'est une solution ni pour les demandeurs d'asile qui peuvent demander l'asile en Europe depuis des pays de transit, cela aussi nous l'avons décidé cette nuit, nous avons décidé d'élargir ce que nous faisons par exemple déjà depuis le Niger ou la Turquie, la Jordanie et le Liban, ceux qui sont en besoin manifeste de protection, pourquoi les mettre entre les mains des passeurs ; et ceux qui risquent de ne pas avoir le droit d'asile, pourquoi leur faire prendre des risques, pourquoi là encore enrichir des trafiquants d'êtres humains, pourquoi leur faire prendre le risque de traverser la Méditerranée alors qu'à la fin des fins, ils seront raccompagnés dans leur pays d'origine.

Q - Nathalie Loiseau...

R - L'objectif c'est d'assécher ces courants.

Q - Nathalie Loiseau, l'étape suivante ce sera la répartition des réfugiés, là aussi sur ce sera sur la base du volontariat, vous n'avez pas fixé de quota par pays !

R - Cela sera sur la base du volontariat. La solidarité, il y a plusieurs manières de l'exprimer, en accueillant des demandeurs d'asile, en appuyant financièrement l'ensemble du système européen, en apportant de l'expertise. Ce que nous considérons c'est que les quotas obligatoires, ils ont été décidés en 2015, la réalité c'est qu'ils n'ont pas été appliqués. Qu'est-ce qu'on fait ? On s'obstine ou on considère qu'on ouvre une forme de flexibilité à un principe qui, lui, est intangible, celui de la solidarité.

Q - Finalement, on peut dire que l'Italie et son nouveau gouvernement ont eu raison de faire bouger les choses, de mettre leurs partenaires face à leur responsabilité ?

R - Ce que je voudrais dire, c'est que nous sommes tombés d'accord sur la base de ce que la France a proposé. Nous avons joué un rôle de pont vis-à-vis de l'ensemble des protagonistes, nous avons travaillé toute la journée d'hier avec les pays de l'Est, avec l'Italie, avec l'Espagne,

avec l'ensemble des Etats membres. On a proposé ces trois piliers, on a proposé ces centres d'accueil contrôlés sur le territoire européen. Ils ont été adoptés pour une raison simple, c'est que depuis le début la France prend ses responsabilités et la France considère qu'il ne peut pas y avoir d'autre solution qu'européenne et coopérative et de ce point de vue-là, tout le monde est revenu à la raison.

Q - Merci Nathalie Loiseau, ministre chargée des Affaires européennes à Bruxelles.

R - Merci./.